

## Environnement et développement humain

Etre spécialisé en énergie, eau et climat peut paraître, à première vue, quelque peu suspect ! Après de timides tentatives à la fin des années 90, associer dans une même approche l'énergie et l'environnement est désormais admis... et appliqué.

L'analyse des projets et les méthodes pour déterminer si ceux-ci peuvent être mis en œuvre, ou non, doivent impérativement comporter une évaluation financière mais, également, une évaluation socio-environnementale en faisant intervenir des aspects purement sociaux, de santé, de sécurité et autres paramètres qui constituent ce que l'on appelle les externalités. Ces analyses font ressortir la nécessité d'impliquer la collectivité, qu'elle soit régionale, nationale ou internationale, en tant que telle pour installer les mesures et les projets. Ceci est particulièrement vrai pour l'environnement global, c'est-à-dire pour les actions engagées en faveur du climat. Dans ce domaine, les investissements nécessaires s'avèrent colossaux et doivent être mobilisés au plus tôt... et dans l'intérêt de tous les citoyens du monde.

Les discussions préalables à la tenue de la Conférence des Parties de Paris (Cop 21) sur le climat illustrent bien les enjeux liés à l'avenir de la planète mais, également, renseignent sur le niveau des ressources à mobiliser. De telles ressources, pas uniquement financières, doivent provenir de sources diverses et des mécanismes pour les réunir, souvent compliqués, ont déjà été lancés avec une certaine hétérogénéité selon les pays ou les groupes de pays.

On souhaite tarifier le carbone et mettre au point des mécanismes pour faire participer les pays les plus avancés sur le plan économique, les pays émetteurs actuels et anciens et ceux en développement. Pourquoi ne pas lier la taxation du carbone aux échanges commerciaux aux niveaux nationaux, mais surtout internationaux ? Ceci pourrait permettre de réunir d'immenses ressources et rendrait possible des transferts entre les pays avancés et les pays les plus démunis.

Simultanément à cette problématique de l'environnement global, on doit aborder la disponibilité des matières premières au niveau mondial. De plus en plus de pays utilisent beaucoup plus de ressources renouvelables qu'ils n'en produisent : ceci mérite réflexion... !

Les actions et les projets mis en place pour essayer de freiner les dérives dans tous ces domaines constitueront des facteurs de cohésion et de développement. Ils devront générer un vaste mouvement de transferts de technologies, de mobilisation de fonds ainsi que la diffusion de bonnes pratiques qui auront inmanquablement des impacts globalement positifs. Ceci est notamment le cas pour freiner ou contrôler les flux d'immigration : en fixant plus largement les populations sur leurs territoires, c'est-à-dire dans leur environnement naturel, on résout une large partie de la problématique en amont. Une telle attitude n'est jamais évoquée dans les politiques de gestion de l'immigration qui proposent des actions qui traitent plus les effets que les causes ou les symptômes.

La modification des comportements de nous tous est une priorité. Ceci n'est pas une action consommatrice de fonds relativement importants, mais demandera du temps et fera appel à des programmes permanents d'éducation, de formation et de transmission de bonnes pratiques. Il y a encore beaucoup à faire à ce niveau !

La gestion de l'environnement et les actions de toutes natures qui s'y rattachent constituent un thème fédérateur et même transversal. Ce sont des éléments clefs du développement humain avec en filigrane l'amélioration des niveaux de vie et la réduction de la pauvreté, laquelle a un lien étroit avec la problématique du déplacement des populations qui engendre les problèmes humains et les drames que nous vivons actuellement.

Les institutions européennes prennent souvent l'initiative des politiques à mener et des actions à mettre en œuvre, que ce soit à l'intérieur de l'Union ou en direction des pays tiers ; elles jouent un rôle moteur dans tous ces domaines avec pour objectif la diminution de la pauvreté. L'Europe doit-elle aller plus loin à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières ? Il est cependant certain qu'elle ne peut pas agir seule !

Claude Peyrebonne  
14 août 2015